



## COMPTE-RENDU DES ATELIERS CITOYENS SUR LE GENRE ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE – 11/12/2015

### > LE FÉMINISME ? UNE ÉNERGIE RENOUVELABLE !

Le 11 décembre 2015, le Monde selon les femmes a organisé (en partenariat avec Solidarité Socialiste et Associations 21) une journée consacrée au genre et au changement climatique. En quoi le réchauffement global affecte-t-il plus particulièrement les femmes ? Quelles alternatives mettent-elles en place pour lutter contre les effets du changement climatique, garantir un revenu et assurer la sécurité alimentaire de leur famille ? Quelles stratégies de plaidoyer les acteur-trice-s de la société civile peuvent-ils/elles proposer pour permettre des analyses complémentaires et une lecture plus systémique des enjeux liant genre, développement et environnement ?

Ces questions – et bien d'autres ! – ont été abordées lors de deux tables rondes et d'un atelier participatif. Vous retrouverez dans ce document les éléments-clés à retenir de cette journée. Nous avons choisi de mettre en lumière deux points particulièrement importants pour chaque intervention lors des tables rondes. Les présentations des intervenants sont disponibles sur notre site internet : [www.mondefemmes.org](http://www.mondefemmes.org).

L'une des propositions que vous avez formulées lors de l'atelier participatif renvoyait à la nécessité pour les associations et ONG de s'appuyer les unes les autres dans leurs travaux, d'échanger et de relayer les informations. N'hésitez donc pas à partager les conclusions de cette journée de rencontres et d'échanges !

Nous espérons que l'énergie, l'intérêt et l'enthousiasme soulevés par ces réflexions communes donneront naissance à des plaidoyers communs et des actions en réseau dans le futur. Nous vous souhaitons une excellente lecture !



## > 1<sup>ÈRE</sup> TABLE RONDE – ÉCHANGES AUTOUR DE PRATIQUES CONCRÈTES DE TERRAIN

### PRÉSENTATION DE FATOU NDOYE, COORDINATRICE CHEZ ENDA GRAF SAHEL (SÉNÉGAL) « GENRE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE, LE RÔLE INCONTOURNABLE DES FEMMES DES ÎLES DU SALOUM AU SÉNÉGAL »

Fatou Ndoye nous a présenté la région du delta du Saloum, classée au Patrimoine Mondial de l'Unesco depuis 1981 en raison notamment de son exceptionnelle biodiversité.

Le territoire est impacté par différents problèmes environnementaux caractérisés par une importante érosion côtière. En 1987, un raz-de-marée a englouti une langue de terre rattachant auparavant la Pointe de Sangomar au continent africain, donnant naissance à l'île de Sangomar. Ce phénomène a eu plusieurs conséquences sur la vie des insulaires :

- Accélération de l'érosion côtière
- Salinisation des sols
- Sécheresses successives
- Réduction des surfaces cultivables
- Forte pression sur les ressources
- Réduction des forêts de mangrove de 30% et perte de biodiversité

...et corollairement :

- Surexploitation des ressources halieutiques et conchylicoles
- Exode rural des femmes et des jeunes filles à la recherche de travail
- Migration clandestine vers l'Europe sur des pirogues de fortune
- Surcharge de travail surtout pour les femmes
- Difficulté d'accès aux ressources, problèmes de sécurité alimentaire

Face à ces problèmes, les femmes se sont mobilisées et ont développé des initiatives de préservation des ressources basée essentiellement sur les connaissances locales.

Fatou Ndoye a souligné deux points particulièrement importants dans sa présentation :

#### **1) La recherche-action doit se faire à partir des savoirs locaux des femmes et être soutenue par des centres de recherches ou associatifs**

Les femmes jouent un rôle prépondérant dans la préservation de l'environnement notamment grâce aux connaissances qu'elles ont de leur territoire. Il est donc essentiel d'intégrer leurs savoirs traditionnels et pratiques aux mesures de préservation de l'environnement pour les améliorer et les mettre en œuvre.

#### **2) L'importance de l'appui politique et de développer des espaces de concertations fédérés autour des élus**

Ils doivent en effet tenir compte des intérêts des communautés, dont certaines sont dans une logique de protection durable des ressources (en particulier les femmes). Il s'agit de défendre une approche inclusive, qui n'est pas seulement une exigence sociale et politique. C'est aussi une exigence d'efficacité écologique.



**PRÉSENTATION DE ROSA GUILLEN, COORDINATRICE CHEZ REMTE PERÚ (PÉROU)  
« MUJERES DE PUÑO – PERÚ Y CAMBIO CLIMATICO / FEMMES DE PUÑO –  
LE PÉROU ET LE CHANGEMENT CLIMATIQUE »**

Rosa Guillen nous a présenté la région de Puño, située entre le Pérou, la Bolivie et l'Argentine. Plus de la moitié des femmes de cette région vivent de l'agriculture et de l'élevage d'ovides et d'alpagas. Elles sont donc particulièrement vulnérables aux événements climatiques violents. Par ailleurs, les femmes partagent leur temps entre le travail agricole, les tâches domestiques, l'éducation des enfants et le soin apporté à la famille.

90% des terres cultivées ne sont pas irriguées. La production agricole est donc largement dépendante de la pluie...et donc des conditions climatiques.

Rosa Guillen a attiré notre attention dans sa présentation sur deux points particuliers :

**1) Les peuples indigènes vivent essentiellement de l'agriculture et de l'élevage, et sont donc particulièrement dépendants des conditions climatiques.**

L'accès à l'eau se révèle vital pour la survie des petits agriculteurs.

Les températures ont connu une hausse importante lors des dernières décennies, ce qui a notamment eu pour conséquence :

- Fonte des glaciers qui constituaient des réserves d'eau douce sous forme solide
- Augmentation des risques de catastrophes naturelles en altitude
- Augmentation des maladies affectant les animaux d'élevage (et perte des animaux)

**2) Nécessité de privilégier une approche holistique des changements climatiques pour comprendre en quoi leurs conséquences s'avèrent particulièrement préjudiciables pour les femmes.**

- Elles sont responsables de l'approvisionnement en eau pour la vie du foyer. Lorsque les cours d'eau s'assèchent à cause de la disparition des glaciers, elles sont contraintes de marcher plus longtemps et plus loin pour trouver de l'eau.
- Elles sont responsables de la sécurité alimentaire de leur famille, de l'attention et du soin apporté à leur famille et aux animaux. Elles n'ont pas le temps de prendre soin de leur propre santé et sont les premières affectées en cas d'événements climatiques violents (gel, sécheresse, grands froids...).
- Les changements climatiques impactent également le rendement agricole et les habitudes de consommation, et peuvent pousser les femmes à migrer pour aller chercher du travail dans les villes, où elles sont susceptibles d'être victimes de violences physique, psychologique et sexuelle.

Il est donc nécessaire de faire entendre la voix des organisations sociales de femmes, et de les intégrer dans les systèmes de gouvernance afin qu'elles puissent demander que l'on apporte des solutions aux problèmes d'alimentation en eau, pour garantir un rendement agricole et la sécurité alimentaire de leur famille.



**PRÉSENTATION DE SAMUEL LIETAER, CHERCHEUR À L'INSTITUT DE GESTION DE  
L'ENVIRONNEMENT ET D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE (IGEAT)  
« LES IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN BELGIQUE »**

Samuel Lietaer a dressé un panorama général de la situation climatique propre à la Belgique...

- **...sur le plan politique** : La Belgique n'a pas moins de 4 ministres en charge du climat. Pourtant, ils viennent seulement de se mettre d'accord (décembre 2015) sur la répartition des objectifs climatiques et énergétiques à l'horizon 2020. Cet accord concerne : la répartition des objectifs liés au paquet « Energie climat » entre les régions et le fédéral. Cette répartition aurait déjà dû être clarifiée sous la précédente législature, il y a 6 ans en 2009. Il s'agit en effet des objectifs du paquet énergie-climat européen à l'horizon 2020. Ce manque de clarté politique n'est pas sans risques pour nos politiques énergétiques et les perspectives de transition de notre économie vers un modèle bas carbone.
- **...sur le plan géographique** : les effets du changement climatique sont déjà visibles en suivant certains indicateurs. Par exemple, la température moyenne annuelle a augmenté à Uccle de près de 2,4°C par rapport à il y a 200 ans. Il y a aussi plus de vagues de chaleur, plus de pluie et moins de neige, et une élévation du niveau de la mer de près de 12 centimètres. Selon le GIEC (2014), on connaîtra une montée des eaux de 1 mètre dans 100 ans (et de 8 mètres dans 1000 ans) si on continue à émettre des gaz à effet de serre comme on le fait actuellement. Il y aura une forte probabilité que 2% de la Flandre soit submergée et 7,5% du territoire flamand connaîtra certainement des inondations. La perte annuelle est estimée à +/- 50 millions d'euros. En conclusion, voici les conséquences annoncées si nous continuons sur ce modèle de consommation :
  - ☞ + d'inondations + de sécheresses + de vagues de chaleur (+8°C dans les villes)
  - ☞ + d'un million de Belges concernés par la hausse des océans
  - ☞ Perte de biodiversité (30 %) et migrations animales
  - ☞ Dégradation de la qualité de l'air (concentration d'Ozone +10%, + de PUF)
  - ☞ Effet sanitaire négatif (personnes âgées et femmes enceintes)
  - ☞ Coûts socio-économiques

Par ailleurs, il a attiré notre attention sur deux points importants en termes d'analyse genre :

### 1) Les nouvelles initiatives portées par les femmes

On parle ici de « féminisme territorial »<sup>1</sup>, c'est-à-dire que ce sont souvent les femmes qui portent et développent des alternatives écologiques à l'échelon local (transformation des produits agricoles à la ferme, élevage d'abeilles, banque de semences et de céréales...). Il est important également de souligner le manque d'étude genre concernant les effets du changement climatique sur les femmes en Belgique. Cela signifie que nous avons encore du travail ! Les besoins des femmes doivent apparaître dans les accords climatiques internationaux. Elles jouent un rôle central mais elles sont toujours invisibles.

### 2) L'effet « cold green »

Les mesures environnementales peuvent avoir des conséquences socio-économiques néfastes pour les personnes les plus vulnérables. En effet, avec des politiques ne tenant pas compte des réalités économiques de chacun (une taxe sur les voitures les plus vieilles et les plus polluantes peut, par exemple, essentiellement viser une catégorie de population trop précarisée pour pouvoir investir dans une automobile neuve aux meilleures performances écologiques). Les femmes sont en ce sens souvent plus vulnérables que les hommes vis-à-vis de ces mesures « écolo-associales » (familles monoparentales, contrats à mi-temps...sont essentiellement l'apanage des femmes).

<sup>1</sup> Concept emprunté à Marie Lise Semblat



## > 2<sup>ème</sup> TABLE RONDE – LA PLACE DU PLAIDOYER EN GENRE, ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT POUR LES ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE EN BELGIQUE

### PRÉSENTATION DE GLADYS CIFUENTES, RESPONSABLE PARTENARIAT BOLIVIE ET COLOMBIE CHEZ SOLIDARITÉ SOCIALISTE « FEMMES ET CHANGEMENT CLIMATIQUE – QUELLES ACTIONS SUR LE TERRAIN ? »

Gladys Cifuentes nous a présenté le contexte général sur la situation des femmes en Bolivie, en soulignant notamment :

- Qu'elles ont peu de possibilités d'entreprendre des études. On considère souvent que le plus important pour une femme c'est de s'occuper de son foyer et de travailler dans les champs.
- Que les femmes ne sont pas ou très peu présentes dans les instances de décision des organisations et structures communautaires, souvent par manque de temps, de formation et/ou de peur de participer.
- Que la production agricole est dans la plupart des familles sous la responsabilité des femmes.
- Que les traditions agricoles les plus adaptées aux terrains et au climat disparaissent.
- Que les femmes ont plus difficilement accès aux moyens de production tant en Afrique qu'en Amérique Latine. Difficulté d'accès à l'eau, aux marchés, aux transports, aux savoirs faire.

Cette situation est encore aggravée par les conséquences des changements climatiques.

Deux points ont attiré notre attention dans l'exposé de Gladys Cifuentes :

#### 1) **L'agriculture familiale comme modèle économique (l'agroécologie étant une forme d'agriculture familiale)**

L'agriculture familiale est une réponse au changement climatique et permet de valoriser et mettre en œuvre les savoir locaux et ancestraux. Il faut pour cela :

- Donner aux femmes de réels moyens pour améliorer leur situation (crédits spécifiques selon leur situation, moyens de production, formations, etc.).
- Que les femmes puissent participer de manière plus active dans les instances de décision, là où les décisions qui les touchent directement sont prises.
- Qu'un travail spécifique de genre qui puisse inclure les hommes et les familles soit réalisé afin de créer un environnement favorable au renforcement des capacités des femmes.
- Récupérer des connaissances et des savoirs faire ancestraux qui vont permettre de diminuer la pression sur des terrains déjà fragiles et touchés par les changements climatiques.
- Introduire de nouvelles techniques de culture et variétés, mieux adaptées aux changements du milieu. Pour ce faire il faut avoir recours à toutes les sources de savoirs (locaux et y inclus les universitaires) et avec elle développer de la recherche action.

#### 2) **L'appui des partenaires du Sud : il faut écouter le Sud !**

Il s'agit de travailler ensemble ! Et pour cela il faut :

- Sensibiliser, informer sur la situation des femmes dans les différents pays et les enjeux internationaux avec la participation directe des femmes et des hommes du terrain, afin qu'ils puissent parler de leur réalité, de leur vécu et surtout de leurs actions sur le terrain.
- Travailler en coordination avec d'autres associations dans le but de renforcer le pouvoir d'action et le plaidoyer tant au niveau belge qu'au niveau européen.
- Elaboration de notes politiques, organisation de visites de terrain plus « politiques », de conférences de presse, participation aux plateformes et coordinations qui travaillent sur la thématique, etc.



**PRÉSENTATION DE MARCELA DE LA PEÑA VALDIVIA,  
CHARGÉE DE MISSION AU MONDE SELON LES FEMMES  
« RENFORCER L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES POUR LUTTER  
CONTRE LES DÉRÈGLEMENTS CLIMATIQUES »**

Marcela de la Peña Valdivia a commencé sa présentation en citant Fanny Petitbon, responsable plaidoyer de l'ONG Care France, en ces termes : "Le choix fait par les Etats de retirer les droits humains, l'égalité de genre et la sécurité alimentaire de l'objectif de l'accord (article 2) n'est pas acceptable. Il n'y aura pas de justice climatique sans droits. Les dérèglements climatiques affectent déjà les droits humains des plus vulnérables. Il serait tout à fait paradoxal que les actions contre le changement climatique les bafouent."

Et c'est sur l'importance de renforcer l'égalité femmes-hommes dans les mécanismes politiques internationaux que Marcela a attiré notre attention. Cette analyse se révèle tout à fait pertinente dans le cadre de la COP21, puisque les femmes n'ont pas un accès égal aux financements consacrés à la lutte contre le changement climatique et ses effets, en raison notamment :

- D'une sous-représentation dans les espaces de décision internationaux et les délégations nationales présentes lors des sommets climatiques
- D'une représentation limitée au sein des comités de décision locaux
- D'une très faible intégration de la dimension transversale du genre dans les projets d'adaptation ou les projets d'aide bilatéraux « climat »

Il est pourtant capital de développer une stratégie de soutien à l'autonomisation des femmes pour améliorer la résilience des populations.

Deux points plus particuliers ont retenu notre attention lors de cet exposé :

**1) La persistance des inégalités entre hommes et femmes et le manque de représentativité des femmes**

Il est fondamental d'intégrer l'égalité de genre dans les politiques de développement durable à l'échelle locale et nationale, mais aussi de promouvoir les mesures visant à améliorer la représentativité des femmes au sein des espaces de décision internationaux. Car malgré la mise en place de différentes politiques publiques en ce sens, elles restent encore largement minoritaires.

**2) L'importance d'intégrer les femmes dans les espaces de décisions**

Le manque de représentativité des femmes dans les espaces de pouvoir locaux, nationaux et internationaux engendre une mauvaise prise en compte des inégalités entre hommes et femmes et des besoins des femmes dans les politiques de lutte contre le changement climatique et ses effets.

Seuls 2% des projets liés au dérèglement climatique dans les financements bilatéraux sont clairement identifiés comme tenant compte du genre. Cette faible part de l'intégration du genre dans les projets internationaux liés aux changements climatiques se retrouve également dans ceux portés par le Fonds Vert pour le Climat, où 8% étaient marqués « genre » en 2011, 25% en 2013 avant de redescendre à 18% en 2014.



Antoinette Brouyaux a attiré notre attention sur le fait que les femmes étaient la plupart du temps sous-représentées dans les sphères de décision du monde associatif environnemental, et qu'il était temps de relancer le débat sur la place et la représentativité des femmes dans ce secteur.

- **Le « plafond de verre » existe** : absence des femmes dans les espaces visibles, de prises de décisions et permettant une reconnaissance sociale ou économique, ex. interviews TV, séances plénières dans des colloques. Les hommes sont encore majoritaires sur les plateaux TV et autres lieux de valorisation publique, et dans les secteurs des énergies renouvelables et de l'isolement des bâtiments.
- ...à cela s'ajoutent le « plancher qui colle » (répartition genrée des rôles en interne et non coresponsabilité) et les « murs qui se serrent » (modèles et stéréotypes qui blessent l'estime de soi).

Deux points ont particulièrement retenu notre attention lors de la présentation d'Antoinette Brouyaux :

### 1) Les femmes sont là !

Combien de fois devons-nous encore le dire ?

Les femmes sont très nombreuses dans le secteur du développement durable, et dans toutes les associations et organisations actives dans la transition vers une société sobre et solidaire. Elles y occupent en général des fonctions qualifiées, intéressantes, innovantes et créatrices de liens. Elles développent des actions et des initiatives où l'engagement et le sens du travail, les liens, la solidarité et le respect de l'environnement priment sur l'enrichissement ou la promotion sociale.

Trop souvent les femmes apparaissent minoritaires au sommet alors qu'elles sont majoritaires à la manœuvre, comme salariées, bénévoles ou dans le public.

### 2) Dans la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable

Il sera important d'être particulièrement attentif à l'approche genre et aux impacts politiques sur les femmes et leurs conditions de vie.





## > ATELIER CO-CRÉATIF : COLLABORATIONS ET MOBILISATIONS FUTURES

Inspirée du world-café, cette méthode d'animation participative permet de co-produire des idées d'actions concrètes (mettre en œuvre un événement, un projet, une démarche) dans un laps de temps relativement court (2h) avec des participants aux regards, appréhensions et connaissances de sujets très divers.

Cet atelier co-créatif visait à élaborer les pistes de stratégies et d'actions que les acteurs du genre, du développement et de l'environnement présents pourraient mettre en place en commun pour lutter contre le changement climatique et ses effets. 3 questions ont été successivement posées aux participants, qui étaient répartis autour de 5 tables différentes :

- 1) « Dans 10 ans, qu'espérez-vous voir comme résultats de vos luttes contre le changement climatique en y incluant une perspective genre ? »
- 2) « Sur quelles expériences, expertises et ressources pouvons-nous d'ores et déjà nous appuyer pour tendre vers des actions communes au genre, à l'environnement et au développement ? »
- 3) « Qu'est-ce que je peux faire ou qu'est-ce que mon organisation peut proposer pour mettre en œuvre des stratégies de lutte contre les effets du changement climatique en commun avec les acteurs de l'environnement, du genre et du développement ? »

**Nous avons synthétisé ci-dessous les recommandations que vous avez formulées à la suite de la troisième question :**

RECHERCHES ET PLAIDOYERS	FORMATIONS ET ÉDUCATION	RÉSEAUX ET MOBILISATION
Plus de recherches N/S : recherches-actions genre et climat à visibiliser	Formation : outils pédagogiques communs	Co-organiser des événements
Faire attention à la vision holistique lorsqu'on rédige un projet	Plateforme <i>Multibao</i> devrait/pourrait être genrée	Espaces de concertations, élaborer des stratégies collectives et des alliances. Ex : Marche Mondiale des Femmes
Co-créditer de nouveaux indicateurs « genre et développement durable » : ⇒ Institutionnels ⇒ Recherches-actions  Intégrer le genre dans nos associations	Avoir des moments où l'on se voit, où on met en commun ce que l'on fait.	Se mettre ensemble : ⇒ Enfants ⇒ Jeunes ⇒ Domaines ⇒ Femmes et hommes
Allier recherches universitaires et savoirs locaux	Importance de l'éducation permanente.	Suite de la COP21, profiter de l'énergie mobilisée
Faire un plaidoyer ensemble : ⇒ Se baser sur ce qui existe ⇒ Porter les revendications des autres ⇒ Revendiquer le droit à se concerter		Plateforme informatique : ⇒ coordonner les agendas/communiquer ⇒ Demosphère
Mémoire : que toutes les associations se citent les unes les autres → unité vis-à-vis du politique		Organiser une activité ensemble une fois par an.

